



## Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,  
Développement Durable,  
Environnement,  
Biodiversité,  
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,  
Infrastructures,  
Risques Naturels,  
Risques Technologiques,  
Équipement, Logement,

Urbanisme,  
Aménagement du Territoire,  
Solidarité entre les  
Territoires,  
Renouvellement Urbain, Mer

### Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

## CSA ministériel du 11 décembre 2023

### Déclaration de FORCE OUVRIERE

### Cerema, Centres de Gestion Financière et police de la publicité : réponses attendues d'urgence!

Monsieur le Président  
Mesdames, messieurs,  
Chers camarades,

Nous profitons de l'ouverture de cette séance reconvoquée pour ré-examiner les projets de textes relatifs au transfert de gestion des corps de l'IGN et de la mise en place d'une astreinte pour la DICOM pour appuyer sur des sujets évoqués lors de la séance du 30 novembre.

#### Au Cerema, tout d'abord, où la situation est toujours Kafkaïenne !

Suite à la décision du Directeur général concernant l'annulation des notifications RIFSEEP le 06 octobre, les agents subissent toujours une situation ubuesque.

- il y a toujours des dizaines d'agents au TA contre la décision de mise en place du RIFSEEP . Les tribunaux étant saturés, la situation perdure depuis 1 an et demi.
- Sur la non rétroactivité du RIFSEEP au 1er janvier 2022, malgré le vote au CA d'une prime exceptionnelle pour rattraper cette ineptie, cela ne va pas résoudre tous les problèmes. En effet:

- Au Cerema, pas de prime de pouvoir d'achat ou prime partielle : visiblement c'est le ministère qui ne sait pas compter.

- Au Cerema, pas de prime trimestrielle télétravail qui devait être payée en novembre

- Au Cerema, on procède au transfert prime/points sans informer les agents de l'imputation de leur salaire

- Au Cerema, reprise d'ISFE pour certains agents, sans aucune explication. La direction ne semble pas au courant.

- Quant aux agents qui ont quitté le Cerema depuis 2022. Ils sont les grands perdants : aucune solution n'est proposée

- Il existe toujours des retards sur les arrêtés avec derrière des pertes financières.

- Il y a toujours des retards également sur les arrêtés CeremAvenir, encore un bug du Ministère ?

Monsieur le DRH, les agents se trouvent à bout de souffle, après 2 ans de forte inflation, une sortie du Covid, un plan de restructuration des services... et maintenant, ils se voient retirer des sommes de leur paye, le tout sans explication !

C'est le chaos !!!

Monsieur le DRH, FO vous demande donc de prendre rapidement attaché auprès du Cerema pour résoudre tous ces dysfonctionnements, dont une partie est de votre responsabilité, et de trouver une solution pour tous les agents du Cerema comme ceux qui sont partis de l'établissement depuis 2022.

Par ailleurs, nous avons eu confirmation officielle depuis le dernier CSAM que le ministère de l'Intérieur a bien décidé d'arrêter les frais relatifs au **transfert des centres de gestion financières à la DGFIP**, suite à un premier bilan non probant. Le MTECT s'est-il enquisi des motifs correspondants et daignera-t-il au moins se poser la question en décidant d'un moratoire ?

Enfin, suite aux derniers COSUI et CSA des DDI, nous réaffirmons la grande urgence à recadrer le **chantier de transfert de la police de la publicité**, au travers notamment d'une instruction RH intégrant nos revendications qui permettra d'endiguer pour partie le grand « n'importe quoi » local.

Je vous remercie.